

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 18/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CHEVALIER**

CRT n 2

Rue des Famards B.P. 317  
59810 Lesquin

Références : 10042025\_CHEVALIER\_LESQUIN  
Code AIOT : 0028400002

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement CHEVALIER implanté CRT n°2 Rue des Famards B.P. 317 59275 Lesquin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHEVALIER
- CRT n°2 Rue des Famards B.P. 317 59275 Lesquin
- Code AIOT : 0028400002
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHEVALIER est implantée sur le CRT n° 2 de LESQUIN sur un terrain de 28 000 m<sup>2</sup>.

Le bâtiment est constitué de 2 entrepôts contigus qui représentent une surface de 11 700 m<sup>2</sup> pour un volume de 72 000 m<sup>3</sup>.

Les produits stockés sont essentiellement des revêtements de sol, des revêtements de murs, de parquets, de tapis de sol, de papiers peints et de peintures. La société CHEVALIER est une installation classée pour la protection de l'environnement (I.C.P.E) autorisée à exploiter, par arrêté préfectoral du 13 août 2007, un entrepôt soumis au régime de l'autorisation pour la rubrique n°1510 (entrepôt couvert) et à déclaration pour la rubrique n°1432 (stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables) de la nomenclature des ICPE.

Un arrêté préfectoral imposant des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation a été signé le 05 juin 2014 et concerne la mise à jour des rubriques.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Risque incendie	AP de Mise en Demeure du 15/07/2024, article 1	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a procédé à une visite sur site le 10 avril 2025 dans le cadre du récolement de l'arrêté de consignation du 15 juillet 2024 et de l'arrêté de mise en demeure du 15 juillet 2024. L'arrêté de consignation portait sur les besoins en eau incendie et celui de mise en demeure sur la prévention des effets thermiques sur les tiers et sur le confinement des eaux susceptibles d'être polluées. L'inspection a constaté que les dispositions objet de ces deux arrêtés sont respectées.

Par conséquent, l'inspection propose au préfet du Nord d'abroger l'arrêté de consignation du 15 juillet 2024 et l'arrêté de mise en demeure du 15 juillet 2024.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Risque incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/07/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Effets thermiques - Collecte des effluents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société CHEVALIER, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social sis centre de commerce de gros, rue des Famards, 59810 LESQUIN, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour le site qu'elle exploite à la même adresse :</p> <p>- dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté : arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de</p>

l'environnement, annexe VIII relatif à la prévention des effets thermiques sur les tiers, en fournissant l'étude de modélisation Flumilog ;

- dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté : arrêté préfectoral du 13 août 2007 accordant à la société CHEVALIER l'autorisation d'exploiter un entrepôt couvert situé centre de commerce de gros, rue des Famards, 59810 LESQUIN , article 7.7.7.1 relatif au bassin de confinement, en fournissant sous 3 mois les justificatifs des écoulements et du calcul du volume du bassin de confinement, et en réalisant sous 6 mois des travaux permettant de disposer du volume du bassin si nécessaire ;

#### **Constats :**

1. L'exploitant a transmis par courriel le 22/03/2024 l'étude de modélisation Flumilog.  
L'étude a été réalisée par le bureau d'études Andine Groupe.  
Les hypothèses de calcul sont correctes.

L'étude montre que les flux sont conformes à l'article 2 et l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié.

2. L'exploitant a transmis le 13/03/2024 un relevé topographique du site dans le cadre de la rétention des eaux.  
Celui-ci montre clairement les écoulements et le volume de rétention initial : 613,6 m<sup>3</sup>.

Le volume de rétention fixé réglementairement par l'arrêté préfectoral du 13/08/2007, article 7.7.7.1. est de 760 m<sup>3</sup>.

Afin de respecter le volume réglementaire, l'exploitant a réalisé un bassin étanche de volume utile de 200 m<sup>3</sup>, ce qui porte un volume utile de confinement des eaux susceptibles d'être polluées à 813,6 m<sup>3</sup> (cf. Photo : bassin de confinement des eaux polluées)

Le bassin connecté au réseau pluvial du site, recueille les eaux pluviales du site en fonctionnement normal et confine les eaux polluées en cas de pollution : 2 systèmes d'obturation de canalisation (cf. Photo : vanne guillotine 1 & 2) ont été posés afin d'empêcher le rejet des eaux polluées dans le réseau d'assainissement public.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Besoins en eau incendie

#### **Prescription contrôlée :**

La procédure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement est engagée à l'encontre de la société CHEVALIER, sise au CRT n°2 rue des Famards à Lesquin pour un montant de 26 814 euros répondant aux coûts des travaux prévus par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/10/2022 susvisé.

À cet effet, un titre de perception d'un montant de 26 814 (vingt-six mille huit cent quatorze)

Euros est rendu exécutoire 6 mois à compter de la notification du présent arrêté à l'exploitant auprès de M. le directeur départemental des finances publiques du Nord.

**Constats :**

- Les travaux prévus par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/10/2022 sont ceux nécessaires à l'exploitant pour disposer du débit d'eau requis pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie.
  - L'exploitant a fourni à l'inspection par courriel du 13/03/2024 le calcul D9 du débit requis pour la défense incendie : 360 m3/h.
  - L'exploitant a signé une convention de mise à disposition d'un équipement existant comme point d'eau pour la défense extérieure contre l'incendie avec la société voisine « Etix Everywhere Nord ». Cette société met à disposition de l'exploitant un point d'aspiration dans un bassin incendie de 134m3 sur 2 heures, soit 67 m3/h pendant 2 heures.
- L'inspection a constaté la création point d'accès pompier au bassin : pose de 2 cannes d'aspiration côté site Chevalier (cf. Photo : cannes d'aspiration du bassin incendie).
- Une mesure des débits en simultané a été réalisée par ileo le 04/07/2024.
- Le débit requis est atteint avec les moyens déployés par l'exploitant (poteaux et bassin incendie équipé de cannes d'aspiration).

**Type de suites proposées :** Sans suite